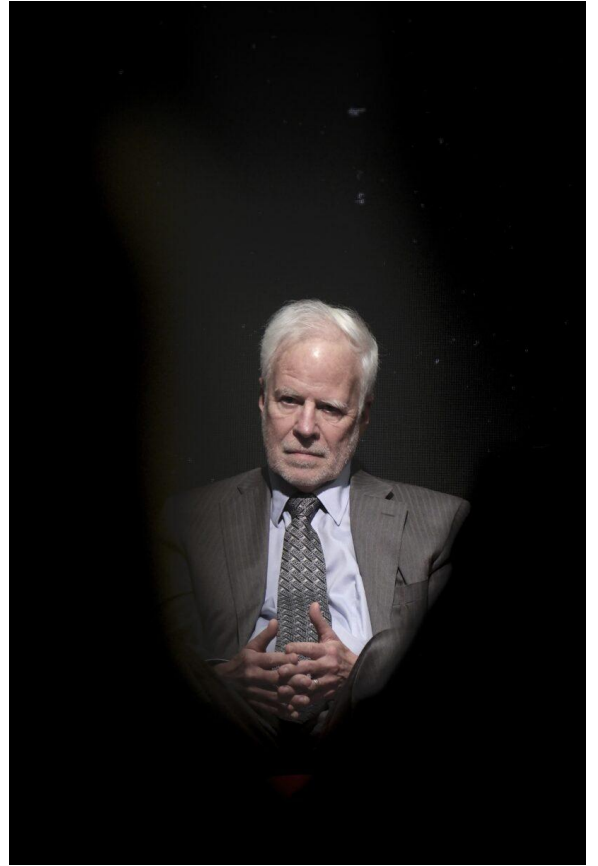


Faut-il se préparer à la fin du dollar roi ? Barry Eichengreen sur le futur de la monnaie mondiale

AUTEUR Shahin Vallée

IMAGE © Mario Cruz/Grand Continent

DATE 20 février 2026



C'est l'une des transformations les moins visibles et les plus profondes de notre temps.

Dans un ouvrage à paraître en mars aux presses de Princeton, l'économiste Barry Eichengreen décrypte les mutations du rôle géopolitique de la monnaie — « de Crésus aux cryptos ».

Entretien fleuve.

English version available at this link

Dans la préface de votre prochain livre Money Beyond Borders, vous prévenez vos lecteurs qu'il ne s'agit pas d'un énième ouvrage sur l'histoire de la monnaie. Pourtant, par son ampleur et sa portée, votre ouvrage rappelle fortement celui de David Graeber, Dette : 5 000 ans d'histoire, qui était en réalité une histoire de la monnaie autant qu'une histoire de la dette. Comment vous situez-vous dans l'historiographie plus large de la recherche sur les monnaies mondiales ?

Barry Eichengreen – J'ai résisté à la tentation d'écrire une énième histoire de la monnaie. Il en existe déjà beaucoup. À la place, je me suis concentré

sur les utilisations transfrontalières de la monnaie – en termes modernes : sur le statut des monnaies internationales.

En cela, j'espère avoir réussi à mettre en relief la tension entre, d'une part, les monnaies en tant que construction de l'État et, d'autre part, la nécessité d'une forme de liquidité internationale, un moyen de paiement mondial qui transcende l'État.

Cette tension est au cœur du livre.

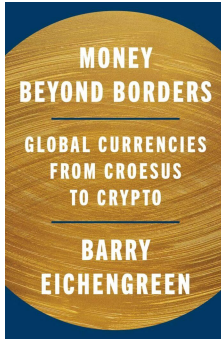
Et c'est en raison de cette tension que vous vous tournez immédiatement vers la géopolitique. Vous racontez ainsi l'histoire des succès et des échecs des monnaies globales. Y a-t-il un modèle ou un ensemble d'enseignements à tirer de l'histoire des succès et des échecs des monnaies qui nous permette de comprendre le passage d'une monnaie mondiale à une autre, et ces caractéristiques sont-elles pertinentes dans le contexte actuel ?

J'aime à penser que je suis à la fois économiste et politologue.

On pourrait dire que je suis un économiste professionnel et un politologue amateur – même si je travaille depuis longtemps à la frontière entre ces deux disciplines.

Le statut des monnaies globales est un exemple de sujet où l'on ne peut éviter d'examiner l'interaction entre l'économie internationale et la politique internationale.

Le statut de monnaie globale repose sur la solidité des liens commerciaux et financiers du pays émetteur avec le reste du monde – c'est-à-dire sur ses relations économiques internationales. Mais ce statut a également des fondements politiques. Les monnaies globales sont les monnaies d'États où existe une séparation des pouvoirs et où l'État de droit dissuade les comportements opportunistes de l'émetteur. Ce statut dépend également de la capacité de l'émetteur à forger et à maintenir des alliances géopolitiques durables puisque, dans toute alliance, on détient et on utilise les devises de ses alliés.



À paraître en mars
2026 au presses
universitaires de
Princeton

Ces trois dimensions de la monnaie ont été mises en évidence par la nouvelle administration Trump, mais les politologues réfléchissent à ces questions depuis longtemps.

Je pense à Benjamin Cohen, docteur en économie qui a passé sa carrière universitaire dans des départements de sciences politiques et qui a réalisé d'importants travaux sur les monnaies globales¹. Je pense également à la politologue Susan Strange². Je pense aussi à Charles Kindleberger du côté de l'économie³. Je m'inscris dans une longue tradition qui consiste à réunir la politique internationale et l'économie internationale autour de ce sujet.

Vous insistez beaucoup sur les institutions et l'État de droit, mais aussi sur la puissance militaire. L'une de ces dimensions est-elle selon vous plus importante que les autres ? Peuvent-elles se substituer les unes aux autres ? Quand on pense à l'histoire de la livre sterling, par exemple, il semble que son rôle en tant que monnaie internationale ait survécu bien au-delà de l'époque où le Royaume-Uni était une puissance militaire dominante, et peut-être grâce à la stabilité de son système juridique et de ses institutions. Aujourd'hui, les États-Unis pourraient chercher à remplacer la stabilité de leur système juridique et de leurs institutions par une plus grande démonstration de force afin de renforcer le rôle du dollar.

Vous avez raison : la livre sterling était encore la principale monnaie internationale dans les années 1930, bien après l'apogée géopolitique de la Grande-Bretagne.

La solidité de ses institutions, la profondeur et la liquidité de ses marchés financiers, le long siècle passé à faire de la City de Londres un centre financier international de premier plan : tous ces facteurs ont contribué à la pérennité de la devise. Mais un autre facteur tout aussi déterminant – et c'est à nouveau d'actualité aujourd'hui – était l'absence d'alternative significative.

Pendant une grande partie des années 1930, les États-Unis ont été en proie à une profonde dépression. Ils ont subi trois graves crises bancaires. La Fed a cessé de soutenir le marché des crédits internationaux commerciaux. C'est en grande partie pour cette raison que la livre sterling a retrouvé puis conservé sa position de principale monnaie internationale dans les années 1930.

Finalement, la crise de Suez en 1956 a mis en évidence la faiblesse géopolitique de la Grande-Bretagne et scellé le sort de la livre en tant que monnaie de réserve internationale. Le Royaume-Uni a eu besoin de l'aide du FMI pour soutenir sa monnaie, et les États-Unis ont exigé que le pays se plie aux souhaits étatsuniens – pour le dire poliment – comme condition à leur soutien.

La crise de Suez marquait symboliquement le passage de la livre sterling au second rang des devises internationales. Mais dans ce cas précis, le point clef était que la Grande-Bretagne était financièrement faible et que cette faiblesse financière l'avait contrainte à accepter un recul militaire, et non l'inverse. En d'autres termes, l'interaction entre les faiblesses économiques et géopolitiques avait des effets dans les deux sens.

Tout au long de l'histoire, les principales devises internationales ont été les monnaies d'États qui disposaient à la fois d'une économie et d'institutions de gouvernance solides et de la capacité de défendre leurs frontières contre les menaces extérieures et de projeter leur puissance géopolitique.

Ces deux éléments devaient être cumulés et articulés pour maintenir la position internationale de leur devise.

Beaucoup pensent que la fin du dollar a réellement commencé en 1971 avec le choc Nixon. Pourtant, le dollar a survécu en tant que monnaie de réserve principale, sinon dominante, pratiquement jusqu'à aujourd'hui. Comment expliquez-vous ce qui s'est passé depuis lors ? Comment se fait-il que la dédollarisation, qu'on annonce depuis maintenant cinquante ans, ne soit jusqu'à présent pas advenue ?

Certains observateurs – par ailleurs avisés – avaient en effet conclu que la fin du système de Bretton Woods signifiait la fin du dollar comme monnaie globale.

Charlie Kindleberger a écrit en 1976 un passage malheureux, tristement célèbre, sur la mort du dollar en tant que monnaie internationale⁴. Mais à l'exception de la seconde moitié des années 1970 – juste au moment où il écrivait et période durant laquelle les observateurs étaient profondément inquiets au sujet de la balance des paiements américaine, de la vigueur de

l'économie américaine et de l'engagement des autorités américaines à maintenir ce qui allait finalement être appelé la « politique du dollar fort » – la gestion monétaire américaine n'était pas si mauvaise. Paul Volcker a rétabli la stabilité des prix et, sous la direction d'Alan Greenspan, la Fed a réagi rapidement aux menaces pesant sur la stabilité financière. Il en va de même pour les successeurs de Greenspan jusqu'à présent : leurs politiques ont peut-être eu d'autres coûts, mais elles ont contribué à préserver le rôle international du dollar.

Conjugué à l'absence d'alternative attrayante, cela explique pourquoi ceux qui prédisaient la disparition imminente du dollar ont continué à se tromper.

Le statut d'une monnaie globale est une variable qui évolue très lentement. Seul un choc très important – plus important encore que l'effondrement du système de Bretton Woods – peut vraiment remplacer le statut d'une monnaie à l'échelle mondiale. Mais nous savons également qu'il peut y avoir des points de basculement où des variables qui évoluent lentement s'accélèrent de manière spectaculaire.

Pensez-vous donc que la chute d'une monnaie internationale fonctionne, un peu comme dans l'expression d'Hemingway pour la faillite personnelle, « graduellement, puis soudainement » ?

Rudi Dornbusch a également eu une belle formule qui prolonge celle-ci : « les crises mettent plus de temps à se développer qu'on ne le pense ; puis, une fois qu'elles éclatent, elles progressent beaucoup plus vite qu'on ne l'aurait jamais imaginé » ⁽⁵⁾.

C'est particulièrement vrai pour les crises monétaires.

Les effets de réseau, la persistance historique et la formation d'habitudes sont des facteurs puissants. Dans le domaine monétaire et financier, il est avantageux de détenir et d'utiliser la ou les mêmes devises que celles détenues et utilisées par les autres acteurs avec lesquels vous faites affaire. Mais il peut également y avoir des événements qui poussent les gens à s'éloigner massivement des pratiques établies au profit de quelque chose de nouveau. Les discussions nerveuses actuellement autour du dollar laissent entrevoir la possibilité qu'un tel moment approche.

Et peut-être que la différence avec les années 1970 est qu'aujourd'hui, nous pouvons plaider en faveur d'alternatives existantes ou en train de voir le jour. L'une d'entre elles pourrait être l'euro, l'autre le yuan. Considérez-vous que le paysage des monnaies alternatives possibles est aujourd'hui fondamentalement différent de ce qu'il était dans les années 1970 ?

Les « rivaux » du dollar sont certainement plus sérieux aujourd'hui que le mark allemand dans les années 1970 ou le yen japonais dans les années 1980 – lorsque les gouvernements allemand et japonais, pour des raisons qui leur étaient propres, s'opposaient à l'internationalisation de leur monnaie.

Aujourd'hui, les responsables de la zone euro et de la Chine encouragent activement l'internationalisation de leurs monnaies. Cela étant dit, ni l'euro ni le renminbi ne sont actuellement en mesure de remplacer le dollar.

Je suis probablement plus critique à l'égard de l'euro dans mon livre que ne le souhaiteraient mes amis européens, mais ce que l'Europe et la zone euro devraient faire pour renforcer l'attrait international de leur monnaie n'a rien de très mystérieux : achever l'union des marchés des capitaux européens, émettre davantage de dette commune et développer une politique étrangère et de défense commune plus forte. Les progrès dans ces domaines pourraient s'accélérer, compte tenu des provocations de l'administration Trump, mais ils partent de zéro. À première vue toutefois, la volonté politique nécessaire pour y parvenir dans la zone euro n'est pas là.

La création de l'euro a pris un demi-siècle. Je ne prédis pas qu'il faudra encore cinquante ans pour internationaliser véritablement cette monnaie – mais il est clair que cela ne se fera pas du jour au lendemain.

Et pour ce qui est du yuan ?

Si son internationalisation a connu un certain essor, elle semble avoir marqué le pas.

Lorsqu'on examine les données relatives aux réserves détenues en yuan ou aux transactions transfrontalières transmises *via* SWIFT – car même le système chinois de paiements interbancaires transfrontaliers CIPS continue de s'appuyer sur SWIFT – les progrès sont pratiquement au point mort. Cela pourrait s'expliquer par le ralentissement de la croissance chinoise – qui est passée d'un taux à deux chiffres à une fourchette comprise entre 4 % et 5 %. Cela pourrait aussi être dû aux problèmes non résolus de la Chine dans le domaine de l'immobilier et des véhicules financiers des collectivités locales. Enfin, les mécanismes de contrôle et d'équilibre politiques qui ont caractérisé toutes les grandes devises internationales au cours de l'histoire

sont absents en Chine : rien n'empêche en effet le Politburo ou le président Xi de se réveiller demain et de changer les règles du jeu monétaire. Lorsqu'on veut avoir une monnaie globale, c'est un problème.

Ces facteurs continueront à rendre les investisseurs internationaux, tant privés que publics, réticents à s'appuyer trop fortement sur le yuan.

Certes, le système CIPS est en pleine croissance. Les banques chinoises accordent davantage de prêts à l'étranger dans leur propre monnaie. Mais il est important de rappeler à quel point le renminbi reste loin derrière le dollar en tant que monnaie mondiale. Il ne représente que 2 % des réserves mondiales identifiées – contre 57 % pour le dollar. Et il pèse à peine 5 % du chiffre d'affaires mondial des changes – contre 90 % pour le dollar.

Il faut également garder à l'esprit que l'idée traditionnelle selon laquelle un pays et une monnaie ont besoin d'une large plateforme avant de pouvoir jouer un rôle financier mondial important est peut-être en train de changer. Les nouvelles technologies numériques ont réduit les écarts entre les cours acheteur et vendeur des monnaies des petits pays, qui étaient auparavant trop coûteuses à détenir et à utiliser : aujourd'hui, vous pouvez échanger des dollars australiens et des couronnes norvégiennes sur votre téléphone portable.

Par conséquent, une grande partie du terrain perdu par le dollar au cours des dernières décennies en tant que monnaie internationale et de réserve n'a pas été gagné par l'euro ou le yuan mais par les devises de ces petits pays ouverts, bien gérés et généralement axés sur la lutte contre l'inflation : en Scandinavie, il s'agit de la Norvège, du Danemark et de la Suède, en Asie de l'Est, de Singapour et de la Corée du Sud, et en Océanie, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.



Les États-Unis semblent de plus en plus conscients des risques qui pèsent sur le dollar. Pour les contenir, le GENIUS Act semble être une stratégie visant à utiliser l'émission de stablecoins comme source alternative de demande internationale de dollars. Or cette évolution est intéressante quand on songe que l'écosystème des cryptomonnaies s'est largement construit en opposition au système financier traditionnel de Wall Street et aux monnaies fiduciaires. Avec le GENIUS Act, on assiste à une tentative de réconciliation entre ces deux mondes dans une relation symbiotique afin d'essayer ensemble de faire progresser la domination mondiale du dollar. Cette stratégie vous semble-t-elle viable dans un monde où l'écosystème des crypto-actifs est sous pression ?

Je mettrais en garde contre l'hypothèse selon laquelle il existerait une stratégie de la part du gouvernement américain.

En tant qu'universitaires, nous sommes formés pour toujours chercher une stratégie sous-jacente. Or dans ce cas précis, je ne vois aucune preuve d'une approche cohérente visant à renforcer ou à maintenir le rôle international du dollar.

Même de la part du secrétaire au Trésor ?

Scott Bessent a tenu des propos contradictoires quant à savoir s'il souhaitait un dollar plus faible ou plus fort, et s'il serait prêt à sacrifier la position internationale de la monnaie en échange d'un taux de change « plus compétitif ».

Sur la question des stablecoins en dollars, si vous lisez le GENIUS Act et le communiqué de presse associé publié par le Trésor à la signature de Bessent, ils mentionnent diverses raisons de réglementer l'écosystème des stablecoins : protection des consommateurs, intégrité du marché, stabilité financière et... renforcement du rôle international du dollar.

Mais c'est là essentiellement une approche fourre-tout visant à rationaliser les raisons pour lesquelles, en réponse au lobbying et aux contributions électorales des entreprises crypto, le gouvernement devrait accorder des licences et légitimer les émetteurs. Les stablecoins ont pour avantage secondaire de créer une demande supplémentaire pour les bons du Trésor américain – car ils sont détenus comme garantie par les émetteurs de stablecoins. Pour les États-Unis, c'est assez pratique – et c'est encore mieux si les stablecoins en dollars sont utilisés dans d'autres parties du monde. Mais je ne pense pas que le GENIUS Act soit une stratégie cohérente pour maintenir ou renforcer le rôle international du dollar.

Et quand bien même ce serait le cas, je ne suis pas convaincu qu'une telle stratégie sera couronnée de succès.

Pourquoi ?

En réalité, l'adoption des stablecoins dans le reste du monde n'a pas été si impressionnante. Les stablecoins sont principalement utilisés comme passerelles vers et depuis la sphère des cryptos pour les transferts de fonds et pour les transactions illicites.

D'ailleurs, d'autres alternatives numériques feront concurrence aux stablecoins et pourraient très bien les dominer à long terme.

À quoi pensez-vous ?

Je pense notamment aux systèmes de paiement instantané interconnectés, très populaires en Asie, aux monnaies numériques des banques centrales, qui peuvent fonctionner sur une seule blockchain ou mBridge^①, et à la tokénisation des dépôts bancaires – sur lesquels SWIFT et les grandes banques misent actuellement.

Les stablecoins posent le problème de leur incompatibilité évidente avec l'unicité de la monnaie : pour schématiser, pourra-t-on utiliser le « Walmart coin » chez Amazon et le « Amazon coin » chez Walmart ? Autrement dit : les stablecoins seront-ils *vraiment* stables ?

Leur capacité à conserver leur valeur dépendra de la conception et de l'application des réglementations associées au GENIUS Act – qui n'est en soi qu'un vaste cadre réglementaire. Nous n'avons pas encore vu les réglementations concrètes, et encore moins leur application. Nous ne savons pas si les courtiers sur le marché des bons du Trésor disposent de la liquidité nécessaire pour faire face aux ventes précipitées des émetteurs de stablecoins, ni si ces rachats se répercuteront sur la sphère crypto, déclenchant une ruée sur les stablecoins.

En Europe, on présente de plus en plus l'euro numérique comme un moyen de renforcer le rôle international de la monnaie commune, dans la mesure où il peut créer un système de paiement véritablement public, souverain et potentiellement international. Mais ce projet se heurte également à une forte résistance de la part du système bancaire européen, qui craint que l'expansion de l'euro numérique à un large usage de détail ne prive les banques européennes d'une grande partie de leurs dépôts à vue. Les monnaies numériques de banques centrales (CBDC) peuvent soulever des questions quasi existentielles sur le système bancaire à réserves fractionnaires^⑦. Courrons-nous le risque de nous éloigner du système bancaire à réserves fractionnaires si nous nous orientons vers les CBDC ? Et quelles sont, selon vous, les conséquences pour l'évolution du système financier ?

Aux États-Unis également on craint que les stablecoins aient le même effet négatif sur le système bancaire à réserves fractionnaires. Concrètement, on a peur que les épargnants ne se débarrassent de leurs dépôts bancaires au profit de jetons stablecoins – surtout si les bourses sur lesquelles ces jetons sont négociés versent des intérêts.

Pour en revenir à votre question sur les CBDC, je dirais que tout dépendra de leur conception. Les CBDC ne seront probablement pas rémunérées, ce qui donnera aux banques une certaine marge de manœuvre. Il pourrait y avoir ainsi des plafonds sur le montant d'argent numérique que les particuliers peuvent détenir. Les banques seront-elles les intermédiaires entre le consommateur et la banque centrale ? La zone euro optera-t-elle pour une « CBDC de gros » distribuée aux banques commerciales et par celles-ci ou pour une unité de détail qui ira directement dans un portefeuille numérique sur votre téléphone ? À l'heure actuelle, de nombreuses options sont sur la table.

Toujours est-il qu'une monnaie numérique en euros pourrait tout à fait être conçue de manière à ne pas nuire au système bancaire.

La BCE travaille à une extension de ses lignes de liquidité et de swap bilatérales. Considérez-vous cela comme un élément significatif pour l'expansion du rôle de l'euro ? Et pensez-vous qu'il soit logique que la BCE fasse cette distinction entre les lignes de liquidité et les lignes de swap de devises ?

Je ne pense pas que les risques associés aux lignes de swap en euros soient si importants.

Elles sont garanties au taux de change en vigueur à la date d'activation de la ligne : l'idée selon laquelle les swaps sont risqués est donc une perception erronée et je pense, en effet, que les swaps sont importants pour renforcer l'attrait de l'euro en tant que monnaie mondiale. Les banques centrales étrangères n'accepteront d'autoriser les entreprises et les banques de leur juridiction à emprunter, détenir et utiliser des euros que si elles peuvent agir en tant que prêteurs de dernier recours dans cette devise. Or pour cela, elles ont besoin de lignes de swap.

Si je comprends bien, les lignes de liquidité sont conçues pour protéger les marchés de titres de la zone euro contre les chocs extérieurs. Or si les banques centrales étrangères détenant des titres en euros comme réserves ont besoin de liquidités, la vente précipitée de ces titres pourrait déstabiliser les marchés de titres en euros. Les lignes de liquidité permettent à ces banques centrales étrangères d'obtenir des liquidités auprès de la BCE en lui remettant temporairement leurs titres en garantie, ce qui évite qu'elles soient contraintes de vendre ces actifs sur le marché et contribue ainsi à préserver sa stabilité. La BCE est ainsi plus encline à voir les banques centrales étrangères accumuler des réserves en euros et les banques centrales étrangères sont quant à elles plus rassurées – sachant qu'elles peuvent réellement utiliser ces réserves en euros.

Faut-il se préparer à un moment où les États-Unis commenceraient à traiter les lignes de swap de devises en dollars comme un instrument plus politique que par le passé ? Si l'on y réfléchit, elles ont toujours été un instrument politique : le choix des pays éligibles à ces swaps pendant la crise financière mondiale était une décision politique. Comment se préparer à ce type de risque ?

Je ne prédirais pas que les lignes de swap seront utilisées comme moyen de pression politique. Je ne prédirais pas non plus que les lignes de swap de la Fed disparaîtront. Mais ce sont là deux éventualités auxquelles l'Europe doit se préparer.

La zone euro devrait rechercher d'autres sources de liquidités en dollars que la Fed, telles que des lignes de crédit auprès de banques commerciales. Elle pourrait détenir davantage de dollars ou d'autres réserves propres et elle pourrait renforcer la réglementation sur l'exposition au dollar des banques et des entreprises européennes.

La possibilité qui m'inquiète – ou du moins qui m'interroge – est l'hypothèse qu'une future Fed subisse des pressions de la Maison-Blanche pour n'accorder des swaps qu'aux « amis les plus chers des États-Unis » comme la Hongrie et l'Argentine. Et à ce titre je m'inquiète – ou du moins je

m'interroge – sur ce que pense Kevin Warsh, l'homme désigné par Trump pour prendre la tête de la Réserve fédérale, des swaps en dollars de la Fed.

Il a déclaré vouloir réduire le bilan de la Fed. Est-ce compatible avec les swaps en dollars ?

Il a déclaré vouloir que la Fed se recentre sur sa mission en se concentrant strictement sur son mandat. Les inquiétudes concernant la stabilité des institutions financières européennes sont-elles compatibles avec une concentration stricte sur le mandat de la Fed ?

C'est une raison de plus pour que la zone euro élabore des plans d'urgence.

Les Européens disposent en réalité d'une quantité assez limitée de dollars dans les bilans de leurs banques centrales : une alternative pourrait être d'envisager des accords avec des banques centrales asiatiques plus favorables, qui disposent justement de beaucoup de dollars dans leurs bilans et en ont un peu moins besoin que le système bancaire européen. Conseilleriez-vous aux Européens de conclure une sorte d'accord avec les banques centrales de Corée, de Taïwan ou même éventuellement de Chine afin d'avoir accès à des liquidités en dollars si nécessaire ?

C'est un autre bon plan d'urgence à envisager.

Mais il faut envisager une autre possibilité : en cas de choc financier réel, ces banques centrales asiatiques ne feraient-elles pas tout pour conserver leurs réserves en dollars pour elles-mêmes ?

Votre hypothèse me rappelle ce qui s'est passé aux États-Unis pendant la Grande Dépression, en 1932-1933. Chaque banque de la Réserve fédérale détenait séparément ses propres réserves d'or. Lorsque les banques de New York ont été prises d'assaut et que la Fed de New York a eu besoin d'or, la Fed de Chicago – qui disposait d'un excédent de lingots – a refusé d'en expédier à New York, craignant d'en avoir besoin elle-même pour soutenir la liquidité et endiguer la ruée vers les banques dans son propre district.

Je peux imaginer le même type de dynamique se produire dans la relation que vous envisagez entre la zone euro et l'Asie.

Cela pourrait donc être le rôle de la BRI ou du FMI d'organiser des mesures de soutien à la liquidité en dollars si nécessaire.

Tout à fait.

SOURCES

- ① On peut citer notamment : *Organizing the World's Money : Political Economy of International Relations*, Palgrave Macmillan, 1978. ↑
- ② Voir son ouvrage *Mad Money*, Manchester University Press, 2015. ↑
- ③ Dans une œuvre prolifique on peut retenir notamment l'article séminal : « The Benefits of International Money », *Journal of International Economics*, 2, novembre 1972, pp. 425-442. ↑
- ④ « At the present time the world economic system is plagued with uncertainty and uneasiness. The dollar is finished as an international money, but there is no clear successor... » in Charles P. Kindleberger, « Systems of International Economic Organization » in David P. Calleo et al. (dir.), *Money and the Coming World Order*, New York University Press, 1976. ↑
- ⑤ Dans une interview sur PBS à propos de la crise mexicaine, le 8 avril 1997 ↑
- ⑥ Projet international mené par plusieurs banques centrales et la Banque des règlements internationaux visant à créer une plateforme commune de paiements transfrontières utilisant des monnaies numériques de banque centrale, afin de rendre les transferts internationaux plus rapides, moins coûteux et plus transparents. ↑
- ⑦ Un système de réserves fractionnaires désigne un modèle bancaire dans lequel les banques ne conservent qu'une fraction des dépôts en réserves immédiatement disponibles et utilisent le reste pour accorder des crédits ou investir, permettant la création de monnaie tout en reposant sur la confiance des déposants et sur l'appui de la banque centrale en cas de besoin de liquidité. ↑